Après les municipales et le 12 avril, une seule politique : stoppons ce gouvernement PS-MEDEF.

Résolution politique alternative présentée par le courant Anticapitalisme et Révolution, le CCR et la Tendance CLAIRE.

Loin des promesses du gouvernement, ce début d'année 2014 est marqué par la poursuite de la crise et même l'accélération des destructions d'emplois avec 32 000 chômeurs en plus rien qu'en février.

La défaite du PS et du municipalisme socialiste n'est nullement la défaite du mouvement ouvrier et de notre camp social mais la défaite d'un gouvernement dit de gauche qui fait une politique au service du patronat et des plus riches.

Cette défaite n'est donc pas une surprise mais elle est amplement méritée au regard des coups assénés sur la tête des travailleurs afin de servir au mieux les intérêts du Medef.

A plus petite échelle, le PCF est lui-même sanctionné par sa politique d'alliance avec le PS et pour sa propre gestion municipale. Il perd ainsi près d'un tiers de ses villes de plus de 10 000 habitants. Tout en étant moins concerné par ces enjeux d'appareil, le PG se situe dans le cadre de cette soumission à la gauche de gouvernement en voulant faire des municipales un point d'appui pour sa politique de construction d'une nouvelle majorité avec EELV.

C'est par ce prisme qu'il faut comprendre le fort taux d'abstention notamment des classes populaires qui ne voient plus l'intérêt, et on les comprend, d'aller voter pour la gauche gouvernementale qui ne défend en rien ses intérêts.

Le corollaire en quelque sorte de ce dégoût c'est un FN qui augmente en voix et en nombre de villes gérées. L'influence du FN dans les milieux populaires et ouvriers, faute d'alternative ou parce que certains sont sensibles à ses discours, ne peut qu'en sortir grandie et contribue à donner confiance aux groupuscules fascisants.

Le FN est désormais face à de nouvelles contradictions. Son discours antisystème, est confronté aux contraintes de la crise et à la volonté de « normaliser » son profil en apparaissant comme de bons gestionnaires. De plus, le manque de contrôle du FN sur son propre personnel politique laisse ouvertes toutes sortes de dérapages comme le passé l'a déjà montré. Cette institutionnalisation du FN pourra nous permettre de démontrer son caractère anti ouvrier et s'intègre dans les jeux politiciens du régime.

Pour autant, ces scores et l'abstention montrent incontestablement la perte de repère de classe dans les milieux populaires et la difficulté de la gauche radicale de capter et d'organiser le mécontentent.

1. Une mobilisation de l'organisation qui n'a pas été à la hauteur des enjeux et un manque de politique nationale du NPA.

Dans ce contexte, il était décisif pour les anticapitalistes et les révolutionnaires d'être présents dans ces élections. Pour lutter contre la résignation et face à ce dégoût du gouvernement et de la classe politique en général, il était important de proposer des perspectives. En mettant en avant les mobilisations existantes, il était important de montrer les possibilités de stopper ce gouvernement au service des patrons par une unification des luttes, un « tous ensemble » qui permettrait de s'affronter au pouvoir. Face à l'audience accrue du FN perçu comme un parti antisystème, l'enjeu est d'expliquer que ce parti est profondément du côté du capitalisme, xénophobe, raciste et anti ouvrier.

Le bilan que nous devons porter collectivement est que la mobilisation de l'organisation pour constituer des listes a été bien en deçà des nécessités. Toutes tendances confondues, nous avons bien souvent sous-estimé nos forces et les possibilités militantes que nous offrait cette campagne. Prenant prétexte de la faiblesse du NPA, le CPN de juillet a donné comme cadre aux militants de l'organisation de chercher en priorité à constituer des listes unitaires, celles du NPA étant par défaut. Il s'agissait « d'*être à l'initiative vis-à-vis de groupes locaux tant du PC que du PG, vis-à-vis des militants de ces partis pour leur proposer une politique clairement en rupture avec les politiques d'austérité, nationale comme locales et avec les partis gouvernementaux qui les mettent en œuvre»,* tout en rejetant la possibilité d'un accord national avec le Front de gauche et ses composantes.

La conséquence a été soit une faible mobilisation des militants autour de la constitution des listes ou alors une mobilisation bien trop tardive et donc un faible nombre de listes, soit des accords unitaires à géométrie variable qui ont rendu difficile la lisibilité du NPA lors de ces élections. En octobre, la décision a même été de laisser ouverte la possibilité d'être sur des listes unitaires qui fusionneraient au 2ème tour avec la liste PS tout en nous retirant de la liste fusionnée a encore augmenté le manque de lisibilité.

Cette politique a empêché toute orientation nationale qui aurait permis de nous identifier sur un profil clairement contre le gouvernement et ses attaques, pour l'unification des luttes et pour des mesures anticapitalistes qui posent la question de la prise en main par les travailleurs et la jeunesse de leurs affaires. C'est autour de ce centre de gravité qu'aurait dû s'articuler la campagne du NPA.

Au final, le NPA s'est présenté sur 87 listes dont 29 NPA et a obtenu un faible nombre d'élus.

Bien sûr, le problème n'était pas de constituer des listes avec d'autres. Mais alors que le gouvernement PS dirige au service du patronat, celles-ci auraient dû être axées sur

la nécessité de stopper ce gouvernement PS-Medef par un mouvement d'ensemble allant jusqu'à la grève générale. C'est dans ce cadre qu'auraient pris sens des déclinaisons locales qu'il s'agisse de la gestion des municipalités, de la précarité des emplois municipaux, des rythmes scolaires en passant par la question de la réquisition des logements par exemple.

2. Une campagne positive là où elle a été menée

Malgré le faible nombre de listes, la campagne a été largement positive là où elle a été menée. Trouver des centaines de noms pour boucler nos listes a obligé les équipes des villes à se tourner vers l'extérieur et a permis de mesurer notre écho et notre popularité tout en renouvelant notre réseau de sympathisants.

Ce travail de fourmi cumulé à des réunions publiques, des marchés, du porte-à-porte a donné de nouvelles possibilités d'implantation.

Bien sûr, en termes de scores, l'hétérogénéité domine : des 15,10% de Saint-Etienn--du-Rouvray aux 0,95 dans un arrondissement de Paris dans des contextes différents.

Le résultat est néanmoins positif : A Paris, ce sont aussi 7 listes et 250 candidatEs. A Nanterre, ce sont 65 personnes en meeting de fin de campagne, qui se sont regroupées sur des listes anticapitalistes.

A Agen, Lille, Bordeaux, Rouen, Wattrelos, Saint-Ouen, Blois, Montpellier, ce sont autant de listes qui nous ont obligés à organiser des réunions, à mettre en débat nos propositions et notre orientation contre la politique du gouvernement PS-MEDEF. Pourtant, ce n'était pas forcément une habitude de faire du porte-à-porte, de démarcher dans les immeubles comme nous avons démarché les maires dans les villages. C'est du côté de ce volontarisme-là qu'il faut se tourner. Il faut capitaliser cet acquis en proposant directement des activités, des réunions à tous ceux qui ont participé à nos listes ou se sont rendus dans nos meeting.

3. Quelles perspectives après les élections municipales ?

Face au désaveu exprimé, Hollande répond qu'il va poursuivre la même politique et même l'aggraver en nommant Valls, le ministre le plus raciste et répressif, premier ministre. Pour nous, ce sont autant de raisons d'exprimer l'idée que nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour inverser la tendance. Plus que jamais, c'est la question d'un rapport de force et d'un affrontement avec le gouvernement. Notre parti doit se mettre en ordre de bataille.

Le 12 avril peut être une première occasion dans la rue de populariser l'idée d'un mouvement d'ensemble nécessaire pour infliger la seule claque qui compte au

gouvernement, à la droite et à l'extrême-droite. Nous avons eu raison de prendre l'initiative d'une telle manifestation. Aujourd'hui le Front de Gauche, loin de la préoccupation de constituer un rapport de forces face au gouvernement sur le terrain des luttes, voudrait se servir de cette échéance pour commencer à préparer les élections européennes. C'est le sens du dernier paragraphe de l'appel unitaire pour une alternative politique, sociale. En d'autres termes, la tentative de constitution d'un cadre pérenne avec le FdG sur un terrain institutionnel.

Au contraire pour le NPA, cette manifestation doit être une première étape pour préparer l'affrontement nécessaire avec le patronat et le gouvernement.

Pour cela, il faut que les salariés et les militants qui veulent préparer cet affrontement se regroupent dans un « pôle des travailleurs en lutte ». Ce pôle s'adresse entre autre aux salariés victimes de PSE qui continuent à se multiplier. Un tel cortège mettrait en avant des revendications communes au monde du travail, comme l'interdiction des licenciements, l'embauche de tous les précaires, l'augmentation des salaires de 300 euros nets, la régularisation de tous les sans-papiers et l'abandon du pacte de responsabilité. L'appel des postières et postiers du 92 peut permettre ce test à une échelle assez large. Proposer des appels unitaires locaux s'appuyant sur les secteurs mobilisés, ou l'ayant été, est la seule manière de faire véritablement de cette journée un point d'appui pour les mobilisations en cours et de pouvoir espérer lui donner des perspectives sur le terrain de la lutte des classe, et non dans les seules échéances électorales.

Les militants du NPA devraient pousser pour que les structures syndicales (sections locales, UD…) adoptent des appels à cette manifestation pour faire barrage au pacte de responsabilité. C'est aussi l'occasion de tenter de créer des liens entre les équipes syndicales combatives.

Dès maintenant, nous cherchons à faire émerger une nouvelle journée de grève interprofessionnelle avant l'adoption du Pacte de Responsabilité en menant la discussion dans les syndicats et en prenant des initiatives en tant que NPA.

En même temps, en opposition au regroupement des réformistes dans le FdG, nous défendons la ligne de l'unité des anticapitalistes et des révolutionnaires en nous adressons en premier lieu à LO et aux militantEs lutte de classe.

Nous proposons de défendre ensemble un programme de revendications d'urgence et de mesures anticapitalistes, l'expropriation des banques et des grandes entreprises qui licencient, et l'objectif que les travailleurs prennent en main eux-mêmes le contrôle de la société.

Dans l'immédiat, nous leur proposons de prendre des initiatives communes dans le sens de la convergence des luttes et de combat contre le gouvernement et le patronat.

Anticapitalisme et Révolution; CCR; Tendance CLAIRE, le 15 avril 2014